



Le SCFP participe à la 16^e convention-cadre des Nations Unies sur la conférence des parties (CDP16) sur les changements climatiques. Vous trouverez d'autres détails sur la rencontre dans notre entrevue avec le secrétaire-trésorier national Claude Généreux.

Page 8

La publication trimestrielle du SCFP

scfp.ca

Hiver 2011

La Réplique



Profil de déléguée syndicale

Nikki Sheppard, déléguée syndicale en chef de la section locale 905 du SCFP, soutient que le SCFP lui a fourni de nombreuses occasions extraordinaires et invite les membres à jouer un rôle actif au syndicat.

Ce qui est politique est aussi personnel

PAR WENDY FORBES

« Tout a commencé lorsqu'un ami m'a demandé d'assister à un atelier pour les jeunes travailleurs – et j'ai eu la piqure », raconte Nikki Sheppard, déléguée syndicale en chef de la section locale 905 du SCFP, unité 19 – à la municipalité régionale de York.

« Je travaille pour la région depuis dix ans, et je suis déléguée syndicale du SCFP depuis neuf ans, poursuit Nikki. En septembre de cette année, j'ai été élue déléguée en chef de notre unité. Je crois que je ne suis pas arrivée là par hasard : ma mère a été déléguée et déléguée syndicale en chef et mon mari, Doug, est président de l'unité 19 – c'est une affaire de famille. »

Nikki aime travailler avec le SCFP et, bien que ses tâches la tiennent très occupée, le travail est aussi très gratifiant. « C'est extrêmement satisfaisant de savoir que

vous aidez des gens qui croient fréquemment qu'ils n'ont pas de voix. »

« Cela donne un merveilleux sens d'appartenance; on sent qu'on fait partie d'une grande famille. Le SCFP donne tant d'occasions positives. Nous avons tous un intérêt commun, une mission commune et des valeurs communes – nous sommes tous sur la même longueur d'onde. »

Le principal défi de Nikki et Doug, c'est le temps. Tous deux occupent des emplois à temps plein, jouent un rôle actif au syndicat, s'occupent de leur foyer et élèvent trois enfants – Aaron, 16 ans, Marley, 13 ans, et Tyler, 10 ans.

« Le travail que je fais au syndicat empiète sur les soirs de semaine et les week-ends, mais nous y arrivons, explique Nikki. Nous amenons les enfants avec nous dans toute la mesure du

possible, par exemple aux piquets d'information, aux ateliers, aux conférences et aux congrès, et des membres de la famille nous aident quand, pour une raison ou pour une autre, je ne peux pas prendre les enfants avec moi. »

Les enfants sont non seulement exposés aux activités syndicales dans le cadre de diverses excursions et voyages, mais ils en apprennent aussi beaucoup plus, par l'expérience, sur le mouvement syndical et le syndicalisme.

La famille a une « Entente sur l'argent de poche gagné », qui est une convention collective signée par Doug, à titre d'employeur, et par les trois enfants, à titre de travailleurs. Nikki est déléguée syndicale en chef de la famille. Aucun travail n'est payé moins de 10,25 \$ l'heure, le salaire minimum en vigueur en Ontario.

[suite à la page 6](#)

Victoire pour les travailleuses des bibliothèques

PAR LOU ARAB

Un projet de compressions imposé au système des bibliothèques de Calgary a été abandonné grâce à une lutte menée par les travailleuses pour protéger les services.

Au début de l'automne 2010, la Ville a demandé aux bibliothèques publiques de retrancher 2,8 millions de dollars de leur budget global. Les compressions auraient mené à une réduction radicale des heures de service et à l'incapacité à ouvrir de nouvelles succursales. La bibliothèque publique de Calgary est la deuxième plus occupée au Canada; pourtant, elle n'arrive qu'au 21^e rang pour ce qui est du financement.

La section locale 1169 du SCFP, qui représente les travailleuses de la bibliothèque de Calgary, a lancé une campagne vigoureuse qui comprenait des publicités radio, des lettres aux journaux et le recours aux médias sociaux pour susciter l'opposition aux compressions.

À la fin d'octobre 2010, la Ville de Calgary annonçait que, compte tenu de l'opposition publique aux compressions, le financement serait restauré.

Gagnante!

Mélissa Benoît, de Rockland, en Ontario, a gagné une caméra vidéo Flip pour sa participation à un concours lancé dans le numéro d'automne 2010 de La Réplique.

Merci à tous nos lectrices et lecteurs.

La Réplique

La publication trimestrielle
du SCFP

ISSN imprimé 1920-2857
ISSN en ligne 1920-2865

La Réplique est publiée par le Syndicat
canadien de la fonction publique.
Adressez toutes lettres à la rédaction
à :

SCFP-Communications
1375, boul. Saint-Laurent
Ottawa, ON, K1G 0Z7
Téléphone : 613-237-1590
Télécopieur : 613-237-5508

Convention Poste-publications
Numéro 40005741

Retourner les envois canadiens non
distribuables à :
SCFP-Communications
1375, boul. Saint-Laurent
Ottawa, ON, K1G 0Z7

Visitez le site Web du SCFP à
scfp.ca ou communiquez avec nous à
cupemail@cupe.ca

Rédactrice en chef : Catherine Louli
Directeur des communications :
Stephen Howard
Traduction : Louise O'Neill
Graphisme : Marnie Thorp

Adjointes à la rédaction :
Marjorie Savoie, Hélène Bélanger et
Manon Lajoie

Collaborateurs : Beth Smillie, Colleen
Reynolds, Dan Gawthrop, Danielle
Savoie, Derrick Barrett, Greg Taylor,
Heather Fraser, Ian Clysdale, Liam
Martin, Lou Arab, Pierre Ducasse,
Robert Lamoureux, Sébastien
Goulet, Toby Sanger, Wendy
Forbes,.



Imprimé par une entreprise syndiquée
sur du papier recyclé à 50 % contenant
30% de matières recyclées après
consommation, et libre de chlore
élémentaire, certifié par le Forest
Stewardship Council.

**Syndicat canadien de la fonction
publique**

Conseil exécutif national
Président national – Paul Moist
Secrétaire-trésorier national –
Claude Généreux

Vice-présidences générales
Daniel Légère
Lucie Levasseur
Fred Hahn
Tom Graham
Barry O'Neill

Vice-présidences régionales
Wayne Lucas – Terre-Neuve-et-
Labrador
Danny Cavanagh – Nouvelle-Écosse
Sandy Harding – Nouveau-Brunswick
Milo Murray – Île-du-Prince-Édouard
Charles Fleury – Québec
Nathalie Stringer – Québec
Candace Rennick – Ontario
Michael Hurley – Ontario
Henri Giroux – Nord de l'Ontario
Mike Davidson – Manitoba
Judy Henley – Saskatchewan
Dennis Mol – Alberta
Mark Hancock – Colombie-Britannique
Ken Robinson – Colombie-Britannique

Vice-présidences de la diversité
Brian Barron
Yolanda McClean



Paul Moist, président national, présente un don destiné à la caisse de grève de la section locale 1005 des Métallurgistes unis d'Amérique (MUA), à Hamilton. Les 900 travailleurs ont été mis en lock-out par US Steel Canada Group le 7 novembre 2010.

Que nous réserve 2011?

PAR GREG TAYLOR

Tout comme la reprise économique du Canada a dominé l'actualité en 2010, les plans de remboursement des déficits post-relance feront les manchettes de 2011. Dans une entrevue de fin d'année accordée à La Réplique, le président national Paul Moist promet que le SCFP sera au cœur des débats de l'année qui vient pour empêcher que les services publics ne soient sacrifiés sur l'autel de la reprise économique.

« Après la récession et les dépenses consacrées à la relance, certains visent le secteur public, affirme M. Moist. Il nous incombe de confronter ce type d'idéologie...et nous devons être plus déterminés que jamais à protéger les services publics. »

Malgré les attaques, Paul Moist croit que les sections locales du SCFP ont plutôt bien réussi aux tables de négociations l'année dernière.

« En dépit de la récession, le SCFP continue à se tenir debout, surtout si on compare la situation aux attaques subies par les travailleurs du secteur public ailleurs dans le monde, explique-t-il. Il y a eu beaucoup de négociations vraiment difficiles, mais qui ont donné d'excellents règlements. »

Les succès du SCFP en 2010 ne se sont pas limités aux négociations. M. Moist souligne, entre autres les faits saillants de l'année, que le SCFP poursuit ses recherches de haut niveau et ses campagnes sur les dangers de la

privatisation, et mentionne aussi la participation des membres du SCFP aux élections municipales tenues partout au Canada.

Paul Moist fait également remarquer que l'Année des délégués syndicaux a connu un vif succès au SCFP, ce qui est bon

M. Moist croit que le travail de défense des droits sera essentiel dans au moins cinq élections provinciales qui devraient avoir lieu en 2011, sans parler de probables élections fédérales. Il affirme que le SCFP doit veiller à ce que les services publics

Après la récession et les dépenses consacrées à la relance, certains visent le secteur public. Il nous incombe de confronter ce type d'idéologie.

signe pour l'avenir du syndicat.

« Des milliers de délégués syndicaux, dont beaucoup sont de nouveaux militants, ont suivi notre programme d'éducation remis à neuf. Nous avons presque de la difficulté à répondre à la demande, ce qui en dit long sur la santé de notre syndicat », croit M. Moist.

2011 devrait présenter autant de défis que 2010 à certains égards, mais aussi offrir beaucoup d'occasions d'avancement.

Pour Paul Moist, le SCFP doit maintenir son appui à l'ensemble du mouvement syndical. « Si des collectivités perdent des emplois dans les pâtes et papiers, dans l'automobile, dans les mines et dans d'autres productions manufacturières, nos membres qui y offrent des services publics en ressentiront les effets. »

deviennent un enjeu électoral et il juge que les soins de santé devront être une priorité.

« Dans toutes les élections qui auront lieu cette année, nous devons faire en sorte que la santé et la défense des soins de santé publics soient au haut de la liste des enjeux électoraux, rappelle-t-il. C'est une lutte qui en vaut la peine et nous inviterons tous les secteurs du SCFP à défendre les Canadiens qui chérissent leur système public de soins de santé. »

Paul Moist ajoute que les dix congrès régionaux de 2011 seront des moments charnières, tout comme le congrès national, qui aura lieu du 31 octobre au 4 novembre, à Vancouver, en Colombie-Britannique. « Nous aurons ainsi de multiples occasions de nous réunir et de faire le point sur les deux dernières années. »

Assemblée publique virtuelle : un grand succès

PAR LIAM MARTIN

À l'automne 2010, 24 000 résidents de Winnipeg ont écrit une page de l'histoire de leur province en participant à la toute première assemblée publique virtuelle du Manitoba. Le sujet de cette conversation était la décision controversée du maire et du conseil de privatiser les usines de traitement des eaux usées de Winnipeg.

En mai 2010, le maire et le conseil ont aveuglément voté en faveur d'une entente secrète de 30 ans avec Veolia, une multinationale française, qui confie à la société privée la mise à niveau des usines de traitement des eaux usées. Cette décision a été adoptée à toute vapeur par le conseil, malgré les demandes répétées de transparence de la part du SCFP, des organisations communautaires et des médias.

Aux élections municipales de cet automne, il est devenu évident que cet enjeu important n'obtiendrait pas l'attention qu'il méritait pendant la campagne. Il a donc été décidé qu'une méthode non conventionnelle était nécessaire pour raconter l'histoire de Veolia. Le SCFP et d'autres groupes se sont unis pour organiser l'assemblée publique virtuelle. L'activité présentait notamment des experts en eau de Winnipeg ainsi que des militants d'Indianapolis et de la Californie qui ont téléphoné pour parler des problèmes vécus dans leurs propres villes avec Veolia au fil des ans.

La conversation d'une heure a permis aux résidents de Winnipeg de poser des questions directement aux invités, un peu comme à une tribune téléphonique radio. La technique a connu un vif succès et a obligé les candidats à la mairie et les médias à discuter de la question dans les derniers jours de la campagne électorale.

Jusqu'à maintenant, Winnipeg n'a pas encore signé l'entente avec Veolia.



Angela Connors, au centre, membre du Conseil autochtone du SCFP-Ontario, reçoit le prix des services communautaires de la Ville de Toronto des mains de l'ancien maire David Miller et de la conseillère municipale Paula Fletcher.

Prix des affaires autochtones décerné à une membre de la section locale 4308 du SCFP

PAR WENDY FORBES

En novembre, Angela Connors, membre de la section locale 4308 du SCFP et coordinatrice des activités de bénévolat et des événements spéciaux au « Central Neighbourhood House » de Toronto (Maison du quartier du centre), a reçu un important prix des services communautaires de Toronto – le Prix des affaires autochtones.

Ojibway du clan du castor de la Première Nation Saugeen, Angela est membre du Conseil autochtone

du SCFP-Ontario, en plus d'être une travailleuse communautaire infatigable dans la défense des peuples des Premières Nations. Leader communautaire née à Toronto, elle se consacre avec passion à aider les autres en édifant des ponts entre les communautés autochtones et non autochtones.

Dernièrement, elle a contribué à l'établissement du complexe domiciliaire d'aide aux autochtones Reva Jewell, qui ouvrira ses portes en 2011. Cette association de logements sans but lucratif accueillera

16 locataires sans-abri ou vivant dans des espaces précaires.

Angela a participé au premier rassemblement autochtone organisé par le Conseil national autochtone du SCFP, qui portait sur l'eau. Angela, qui se qualifie de « guerrière de l'eau », s'est efforcée de faire comprendre l'importance des problèmes d'eau que vivent les Autochtones, dont les effets constants de l'empoisonnement au mercure que subit la Première Nation de Grassy Narrows. scfp.ca/egalite



Nicholas Keller

Un rapport révèle une hausse alarmante du recours aux banques alimentaires

Selon Paul Moist, un nouveau rapport de Banques alimentaires Canada révèle une hausse inquiétante du recours aux banques alimentaires partout au pays. Le rapport *Bilan-Faim 2010* montre une augmentation de 28 pour cent des visites effectuées aux banques alimentaires au cours des deux dernières années – la plus importante jamais notée.

Le rapport souligne également que plus d'un tiers des personnes qui ont besoin du soutien des banques alimentaires ont moins de 18 ans. **Regardez la vidéo *Bilan-Faim 2010* à banquesalimentairescanada.ca.**

SCÈNES DE LA VIE SYNDICALE



Les membres de la section locale 1550 du SCFP célèbrent la Semaine d'appui aux travailleuses et travailleurs de soutien en santé, au Centre des sciences de la santé. 2010 marque le 10^e anniversaire de la reconnaissance officielle par le gouvernement du Manitoba de la précieuse contribution apportée par les membres du SCFP au système de santé de la province.

Colombie-Britannique

Les négociations se poursuivent dans les secteurs de la maternelle à la 12^e année, des collèges, des universités et de la santé communautaire. Dans le secteur des services sociaux communautaires, les négociations ont achoppé juste avant les vacances. Sur le front des campagnes, le secteur de la santé communautaire du SCFP a lancé le site howcupehelps.org et le conseil des présidents du secteur de la maternelle à la 12^e année de la C.-B. a lancé le site bcschools.cupe.ca.

Les négociations sont en cours pour certaines sections locales municipales, pendant que d'autres s'y préparent. Les administrations locales et le gouvernement provincial s'intéressent de plus en plus aux services partagés, ce qui suscite de l'inquiétude quant aux possibilités de privatisation et de sous-traitance.

Le SCFP-C.-B. s'apprête à lancer une campagne « Ten Per Cent Shift » (Dix pour cent de plus) qui vise à aider les économies locales (tenpercentshift.ca). Le SCFP-C.-B. a aussi commandité un rapport intitulé « Local Prosperity » (La prospérité locale) rédigé par Think City (thinkcity.ca), qui examine les finances des administrations municipales et recommande de nouvelles sources de revenus – dont certaines sont des initiatives en faveur de produits locaux.

scfp.ca/colombie-britannique

Alberta

Une centaine d'employés du Centre de santé St. Thomas à Edmonton ont voté à 71 pour cent en faveur de l'adhésion au SCFP. Le centre de santé fournit des soins de longue durée et des services de santé généraux à la population, surtout francophone, de Bonnie Doon, sur la rive sud d'Edmonton.

Un sondage commandé à Environics par le SCFP a révélé que les deux tiers des Albertains veulent que les dépenses consacrées aux services publics soient maintenues ou accrues, et moins d'un répondant sur dix réclame des compressions. Le sondage a aussi montré que trois fois plus d'électeurs seraient en faveur d'une hausse des impôts pour protéger les services publics.

Un sondage commandité par le Parti conservateur de l'Alberta et qui a fait l'objet d'une fuite dans les médias a donné des résultats étonnants. En effet, les participants étaient invités à dire si le gouvernement devrait se concentrer sur les programmes sociaux ou sur l'élimination du déficit. Soixante pour cent des répondants étaient en faveur d'une augmentation du financement des programmes sociaux, alors que 29 pour cent seulement appuyaient la réduction du déficit.

scfp.ca/alberta

Saskatchewan

« À quoi sert une économie prospère si elle ne profite pas à

tout le monde? »

C'est la question que se pose Tom Graham, président du SCFP-Saskatchewan, à la lecture d'un nouveau rapport, « Let's Do Something About Poverty » (Il faut passer à l'action contre la pauvreté), qui révèle que 45 pour cent des enfants autochtones de la province vivent dans des familles à faible revenu.

Le SCFP-Saskatchewan exige que le gouvernement du SaskParty augmente le salaire minimum et l'indexe au coût de la vie. Le salaire minimum reste bloqué à 9,25 \$ l'heure pour une deuxième année consécutive.

Theresa Lanigan et ses collègues du refuge pour femmes de Prince Albert constatent les effets douloureux de la pauvreté à leur travail.

« Les gens s'appauvrissent, ce qui entraîne beaucoup de stress pour les familles qui ne peuvent pas nourrir leurs enfants, ou qui ne peuvent pas payer les factures, affirme M^{me} Lanigan, travailleuse des services de soutien au refuge et présidente de la section locale 4568 du SCFP. Il y a toujours plus de violence lorsqu'il n'y a pas d'argent. »

L'augmentation du salaire minimum aiderait certainement à diminuer la pression, croit-elle, « parce que si vous n'êtes payé que 9,25 \$ l'heure, les factures s'accumulent ».

scfp.ca/saskatchewan

Manitoba

La campagne RESPECT a dévoilé sa deuxième vidéo, « So Much with So Little: Who Cares for the Caregivers? » (Tout ça avec si peu : qui s'occupe des soignants?). La vidéo présente des membres du SCFP qui travaillent dans les refuges pour femmes et les unités pour victimes d'agression sexuelle de Winnipeg. La première de la vidéo a eu lieu durant la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, en novembre.

Le gouvernement du Manitoba a prévu des fonds pour un régime de retraite destiné aux éducatrices en garderies. Et le SCFP offre aux éducatrices et à leurs employeurs la possibilité d'adhérer au Régime de retraite multisectoriel du SCFP, ce qui est préférable à un régime à cotisations déterminées.

scfp.ca/manitoba

Ontario

L'automne a été dominé par le soi-disant processus de consultation du gouvernement provincial, entrepris après l'annonce que les salaires seraient gelés pendant deux ans et que les organismes du secteur public n'obtiendraient pas de hausse de financement pour leurs augmentations salariales.

Le gouvernement provincial a imposé un gel salarial aux employés non syndiqués et aux cadres et a demandé leur « coopération » aux syndicats du secteur public. Les discussions du



Le secrétaire-trésorier national Claude Généreux s'est joint à 60 militants syndicaux qui manifestaient récemment en faveur de deux employés municipaux de Ste-Anne-de-Madawaska, au Nouveau-Brunswick, en lock-out depuis le 16 juin 2010.

gouvernement avec les syndicats n'ont pas permis d'en arriver à une entente sur un projet de gel salarial. En fait, les hausses contenues dans les règlements arbitrés et négociés de la province se situent toujours autour de deux à trois pour cent, malgré l'effet d'une douche froide qu'a eu le message du gouvernement sur les employeurs.

Le SCFP continue à défendre le droit à la libre négociation collective et nos sections locales poursuivent leur lutte contre les concessions.

scfp.ca/ontario

Québec

Le 13 septembre, les membres du syndicat des chauffeurs de la Société de transport de Laval (STL) ont choisi d'adhérer au SCFP. Quatre cent quarante-six des 497 syndiqués se sont exprimés et 88,5 pour cent ont voté SCFP.

Le 6 octobre, le président du Syndicat des cols bleus regroupés de Montréal (SCFP 301), Michel Parent, a signé une nouvelle convention collective pour les quelque 5000 travailleurs manuels.

Les cols blancs de la Ville de Montréal (SCFP 429) poursuivent leur vaste campagne intitulée : « Montréal, fais une ville de toi! » Ils sont passés à la phase trois, qui comprend une vidéo et une pétition réclamant des modifications à la Charte de la Ville.

scfp.ca/quebec

Nouveau-Brunswick

À la fin de l'automne, plus de cent militants syndicaux et communautaires ont participé à un forum d'une journée sur l'économie du Nouveau-Brunswick. L'événement a permis à des personnes de différents milieux d'échanger leurs points de vue sur l'économie, points de vue autres que ceux du milieu des affaires. Toby Sanger, économiste du SCFP, a dit aux participants que contrairement à ce que prétend la communauté des affaires, le ratio d'endettement du Nouveau-Brunswick est relativement faible par rapport à celui des autres provinces. Les participants ont conclu que la province devrait revenir à une fiscalité équitable et progressive, notamment en restaurant les impôts des sociétés, en imposant complètement les gains en capital, en haussant le taux d'imposition des personnes à revenu élevé et en investissant dans les services publics, les communautés et les personnes.

scfp.ca/nouveau-brunswick

Île-du-Prince-Édouard

Après trois années de collaboration, les travailleurs de l'Université de l'Île-du-Prince-Édouard (UPEI), membres des sections locales 1870 et 501 du SCFP, de la section locale 1432 de la FIOE et de l'Association des professeurs de l'UPEI, ont persuadé le conseil d'administration de l'UPEI de modifier le régime de retraite de l'université. Les syndicats ont dû

faire preuve d'une détermination implacable pour réussir à convaincre l'employeur qu'ils avaient le droit de négocier les régimes de retraite. Ce niveau de coopération entre tous les groupes syndiqués du campus était sans précédent.

scfp.ca/ipe

Nouvelle-Écosse

Les travailleurs des soins de longue durée des foyers de soins infirmiers de la Nouvelle-Écosse ont obtenu la parité avec leurs homologues du secteur des soins primaires au cours de leur dernière ronde de négociations. Après les négociations des tables principales, les membres de la section locale 1562 du SCFP ont voté en faveur d'une convention collective de 31 mois qui régira les 36 établissements de soins de longue durée représentés par le SCFP partout dans la province.

scfp.ca/nouvelle-ecosse

Terre-Neuve

Le SCFP de Terre-Neuve-et-Labrador a eu des discussions franches et ouvertes avec le ministre de l'Industrie, du Commerce et du Développement rural de la province au sujet du projet d'Accord économique et commercial global (AÉCG) avec l'Union européenne.

En vertu de l'AÉCG, les sociétés européennes obtiendraient des droits semblables à ceux qu'accorde l'ALÉNA aux entreprises nord-américaines.

À la rencontre, le syndicat s'est dit inquiet à plusieurs égards, notamment parce que les pays européens exigent des limites au recours aux achats provinciaux pour soutenir les emplois et les commerces locaux. De telles limites nuiront beaucoup à la création d'emplois et aux services publics.

scfp.ca/terre-neuve

SEH

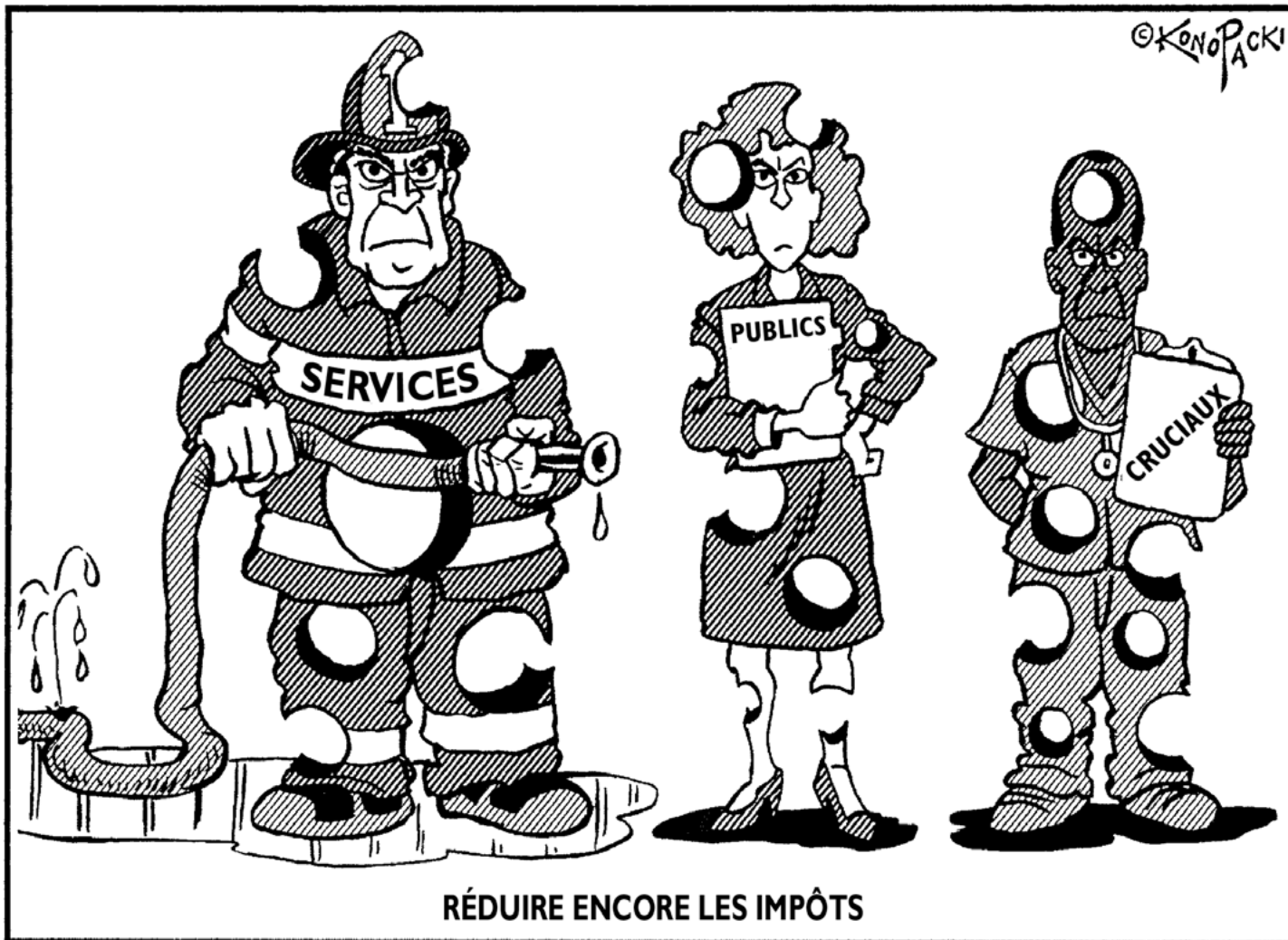
Plus de 600 travailleurs de la santé et des services sociaux se sont rassemblés à Vancouver, à la fin d'octobre, pour participer au 27^e congrès biennal du Syndicat des employés d'hôpitaux (SEH).

Les délégués ont adopté un plan stratégique de deux ans qui porte surtout sur l'édification des sections locales – en plus d'apporter d'importants changements à la structure de négociation du syndicat pour répondre à la rapide croissance du nombre d'unités de négociation et de secteurs au sein desquels les membres du SEH travaillent.

En deux ans, le syndicat a accueilli plus de 2500 nouveaux membres.

Ken Robinson et Donisa Bernardo ont été réélus aux postes de président et secrétaire financière respectivement – et la nomination de Judy Darcy au poste de secrétaire et directrice des affaires, qu'elle occupe depuis 2005, a été ratifiée.

heu.org



Les impôts doivent être équitables

Les Canadiens doivent éviter de se laisser distraire par la « crise » de la dette et des déficits publics et doivent demander un système fiscal plus progressif

PAR TOBY SANGER

Les marchés financiers, les médias et les élus sonnent l'alarme au sujet d'une nouvelle crise des déficits publics et réclament en chœur une réduction des dépenses publiques dans les prochains budgets.

Ils semblent tous avoir rapidement oublié que ces déficits sont le résultat d'une crise économique causée par les excès des marchés financiers, la spéculation, la déréglementation—ou la fraude, purement et simplement—et par un système économique déséquilibré et inéquitable.

On en fait bien peu pour remédier aux véritables causes de la crise; on tente plutôt de nous distraire par cette nouvelle « crise » des déficits publics et des dettes. En fait, bien que les déficits des gouvernements canadiens

aient indéniablement augmenté au cours des trois dernières années, notre ratio de dette publique comme part de notre économie demeure très gérable et plus faible qu'il y a une décennie.

L'augmentation de l'endettement des ménages devrait nous préoccuper davantage, car il a atteint cette année un niveau record de près de 150 pour cent de leur revenu. Cette dette est causée avant tout par des salaires réels qui stagnent ou diminuent, et qui ne suivent pas l'augmentation du coût de la vie.

Pourtant, les gouvernements canadiens font porter leurs efforts presque exclusivement sur la réduction des dépenses pour réduire leurs déficits. De nombreux pays ont des plans de lutte au déficit plus équilibrés, comme la hausse des impôts des revenus élevés et

du secteur financier, afin de faire payer une partie des coûts à ceux qui ont causé la crise.

Mais beaucoup de gouvernements canadiens font le contraire : ils réduisent les impôts des sociétés et transfèrent le coût au public en augmentant les taxes de vente. Cette méthode donnera lieu à un système fiscal plus régressif et à plus d'inégalité. Plutôt que des changements régressifs, il nous faut un système fiscal progressif qui ferme les échappatoires et impose équitablement différentes sources de revenus. Ceci permettra non seulement d'augmenter les revenus pour des services publics et des investissements vraiment nécessaires, mais aussi d'accroître l'égalité, la stabilité et la croissance économiques.

scfp.ca/economie



Le syndicalisme, une affaire de famille

normales, comme garder leur chambre propre ou ce que font la plupart des enfants, précise Nikki. Ce contrat vise les tâches qu'ils peuvent faire pour gagner de l'argent de poche. »

Nikki a aussi rédigé un manuel « Le manuel du délégué syndical au SCFP » pour les délégués syndicaux de la section locale 905 du SCFP. Le manuel de 20 pages présente un bref historique des syndicats au Canada, une description du Conseil des relations du travail de l'Ontario et de la Loi sur les normes d'emploi, ainsi qu'un

guide pour mieux comprendre le rôle des délégués syndicaux.

« Le SCFP m'a permis de rencontrer beaucoup de personnes de différents milieux dans le cadre de toutes sortes d'activités. J'ai beaucoup d'occasions d'aider les gens et de protéger les droits de nos membres. »

« Mon conseil pour les membres, c'est de s'engager activement dans le syndicat, de participer et de ne jamais hésiter à poser des questions s'il y a quelque chose qu'ils ne connaissent pas », conclut Nikki.

Quelques mesures fiscales équitables pourraient créer des revenus de plus de 20 milliards de dollars par année pour le gouvernement fédéral.
Par exemple :

Imposer entièrement les gains en capital et les options d'achat d'actions. Les cadres et les investisseurs paient souvent la moitié des impôts que les Canadiens ordinaires n'en versent sur leur salaire. Si ces revenus étaient imposés au taux normal, le trésor public retrouverait de 8 à 12 milliards de dollars de plus par année.

Créer une nouvelle tranche d'imposition pour les revenus les plus élevés. La tranche d'imposition fédérale supérieure de 29 pour cent au Canada est inférieure au taux d'imposition fédéral américain de 33 pour cent—et très inférieur au taux de 80 pour cent qu'exigeait en 1948 le gouvernement canadien de ceux qui gagnaient plus de 250 000 \$. En augmentant le taux supérieur du Canada à 32 pour cent—ce qui demeure inférieur au taux américain—on pourrait libérer plus de 1,6 milliard de dollars par année pour des programmes et des services.

Imposer les activités financières. La plupart des activités financières sont exemptées des taxes sur la valeur ajoutée, comme la TPS et la taxe de vente harmonisée (TVH). Une taxe de cinq pour cent sur les profits et la rémunération dans le secteur financier, comme le suggère le FMI, créerait des revenus d'environ 5 milliards de dollars par année pour le Canada.

Geler ou restaurer les taux d'imposition des sociétés. C'est maintenant au Canada que l'on retrouve les taux d'imposition des sociétés les plus faibles des pays du G7. Un gel du taux fédéral à 18 pour cent (au lieu de le réduire à 15 pour cent) permettrait d'économiser 4,9 milliards de dollars par année; et en restaurant le taux à 21 pour cent, on pourrait créer des revenus de 9,7 milliards de dollars.

suite de la page 1

« Ces travaux ne prennent pas la place de leurs tâches ménagères

Ensemble en force

Conférence sur la santé : s'attaquer aux mythes



Photo Josh Berson

Le Dr Robert Woolard, vice-président des Médecins canadiens pour le régime public, était parmi les conférenciers invités à la Rencontre nationale du secteur de la santé du SCFP, tenue à Victoria, en Colombie-Britannique.

Le SCFP a tenu l'automne dernier une importante conférence sur la santé à Victoria, en Colombie-Britannique. Des experts de renom se sont adressés aux participants à la conférence, dont l'ancien secrétaire d'État à la Santé du Royaume-Uni, Frank Dobson. Tous s'entendaient sur l'importance de déboulonner plusieurs mythes : les coûts du système public ne sont pas hors de contrôle; les services privatisés ne coûtent pas moins cher que les services publics, au contraire; et, enfin, la privatisation ne réduit pas les délais d'attente dans le secteur public, elle les fait grimper.

Le SCFP lancera bientôt une série de conférences vidéo. Regardez-les à scfp.ca/sante.

Éliminez l'eau embouteillée de votre lieu de travail



PAR HEATHER FRASER

Le 10 mars 2011, partout au Canada, des communautés se mobiliseront pour interdire l'eau embouteillée et redonner ses lettres de noblesse à l'eau publique. Le 10 mars sera la deuxième Journée annuelle sans eau embouteillée. Mais il n'est jamais trop tôt pour amorcer votre campagne contre l'eau en bouteille dans votre milieu de travail!

En tant que chef de file de la lutte contre la privatisation de l'eau, le SCFP collabore avec la Fédération canadienne des étudiantes et étudiants, la Coalition jeunesse Sierra, Développement et Paix et l'Institut Polaris pour

promouvoir la « Journée sans eau embouteillée. »

Il est de plus en plus difficile d'avoir accès à de l'eau potable publique dans les lieux de travail du Canada. Les fontaines publiques ne sont plus entretenues et on n'en installe plus dans les édifices neufs. De plus, les entreprises d'eau en bouteille veulent s'approprier le marché et font pression pour remplacer l'infrastructure publique par des distributeurs automatiques privés.

Cette année, le SCFP et ses partenaires intensifient leurs pressions pour que les campus universitaires et collégiaux et les municipalités soient exempts d'eau embouteillée. Déjà, 81 municipalités et dix campus universitaires et collégiaux ont pris des mesures pour décourager la consommation d'eau en bouteille. Mais on peut en faire beaucoup plus.

Signez l'engagement à ne pas boire d'eau embouteillée dès aujourd'hui et ajoutez votre voix

à celles d'un nombre croissant de Canadiens qui veulent protéger et promouvoir l'accès à une eau potable publique.

Participez à la Journée sans eau embouteillée

◆ **Incitez** vos membres, réseaux, amis et collègues à signer l'engagement et à appuyer la campagne en visitant journeesansbouteilles.ca.

◆ **Organisez** une activité en vue de la Journée sans eau embouteillée. Des documents et des idées sont offerts sur le site Web.

◆ **Communiquez** avec votre conseiller municipal, conseiller scolaire et président d'université et demandez-leur de signer l'engagement pour la Journée sans eau embouteillée.

journeesansbouteilles.ca



RÉGIMES DE RETRAITE

La bonification du RPC est la meilleure façon d'aider les Canadiens à épargner plus pour leur retraite

PAR STEPHEN HOWARD

En collaboration avec le Congrès du travail du Canada, le SCFP s'efforcera de maintenir la pression sur le gouvernement Harper afin de l'obliger à respecter sa promesse de bonifier le Régime de pensions du Canada (RPC), affirme le président national du SCFP Paul Moist.

M. Moist a dénoncé la duplicité du ministre des Finances, Jim Flaherty, qui a renoncé à bonifier le RPC en faveur d'un projet de régime de retraite privé qui profitera beaucoup aux banques et aux sociétés de fonds mutuels – mais bien peu aux Canadiens.

Le ministre Flaherty a fait son virage à 180 degrés juste avant une réunion avec les ministres provinciaux des finances précédant les vacances de Noël.

« Un régime de pension agréé collectif ne peut pas répondre aux besoins réels des Canadiens incapables d'épargner pour leur retraite, explique Paul Moist. Ce régime n'exige même pas que les employeurs cotisent, ni qu'ils assument leurs responsabilités en matière de financement des prestations de retraite de leurs travailleurs. »

« La bonification du RPC est la meilleure façon d'aider les Canadiens à épargner plus pour leur retraite », croit-il.

Les conservateurs ont été vertement critiqués pour leur servilité à l'égard des grandes banques et des compagnies d'assurance lorsqu'ils ont proposé le projet de régime collectif privé.

« La proposition du gouvernement Harper rendra les Canadiens vulnérables à l'exploitation de l'industrie des fonds mutuels, dont les frais d'administration sont les plus élevés au monde », ajoute Paul Moist.

Un sondage SCFP/Environics mené dernièrement démontre que 74 pour cent des Canadiens qui ne cotisent pas à un REÉR ne le font pas parce qu'ils n'ont pas les moyens.

Juste transition et changements climatiques



Une entrevue avec Claude Généreux secrétaire-trésorier national du SCFP

PAR PIERRE DUCASSE

Pierre Ducasse : Le SCFP était présent à la dernière conférence des Nations Unies sur les changements climatiques. Pourquoi est-ce important d'être présents à de telles conférences?

Claude Généreux : L'an dernier, à Copenhague, il y avait encore des gens qui remettaient en question la science entourant les changements climatiques.

Cette année, à Cancun, la réflexion était plus avancée et on voulait plus d'engagements concrets.

Il était important pour nous d'y être présents. Premièrement pour mettre de la pression sur notre propre gouvernement fédéral, afin qu'il participe de bonne foi et ne bloque pas un consensus international. Cela a demandé des efforts, mais c'était, en partie, un succès.

C'est également important de travailler avec nos alliés au sein de la Confédération Syndicale Internationale. Plus de 200 syndicalistes de partout dans le monde étaient là. Au SCFP, nous avons une délégation de cinq personnes, et notre contribution était utile et appréciée des autres syndicats.

Aussi, sur place, nous avons travaillé de près avec d'autres organisations de la société civile. C'est une opportunité de faire du réseautage. Les partenariats entre groupes environnementaux et syndicats seront de plus en plus importants dans l'avenir.

PD : Un des enjeux importants pour le monde syndical, c'est le principe de « juste transition ». Qu'est-ce qu'on entend par cela?

CG : Pour vraiment s'attaquer aux changements climatiques, nous devons aller vers une

nouvelle économie verte. Il faut des transformations importantes dans l'économie, et une période de transition qui soit équitable.

C'est là où doit se faire l'équation entre les enjeux environnementaux et les enjeux syndicaux. S'il faut changer notre économie, il faut tenir compte des emplois. Il faut des emplois verts qui seront aussi des emplois bons et décents.

Le message est clair : Pour freiner les changements climatiques, il faut mettre les syndicats dans le coup. Nous voulons faire partie de la solution, tout en protégeant les travailleurs.

PD : Est-ce qu'il y a eu des gains à cet égard?

CG : À Copenhague, nous avons obtenu qu'une référence à la « juste transition et aux emplois décents » soit incluse dans les textes officiels. Or, à l'arrivée à Cancun, on apprenait que cette référence avait été retirée. Mais grâce à des pressions importantes et une campagne bien coordonnée sur place, les syndicats ont réussi à faire réintégrer ce passage.

S'il faut changer notre économie, il faut tenir compte des emplois. Il faut des emplois verts qui seront aussi des emplois bons et décents.

PD : Qu'est-ce que tout cela veut dire pour nous au Canada?

CG : Depuis cinq ans, le gouvernement du Canada a eu deux cibles d'émissions différentes, trois plans et quatre changements de ministres. Une chatte n'y retrouverait pas ses chatons.

Le gouvernement Harper est minoritaire. Sur les dossiers de l'environnement et des changements climatiques, ce gouvernement ne représente pas la majorité de la population.

Nous voulons des engagements, et surtout un plan d'action concret de la part du gouvernement fédéral. Certains pays ont réussi à croître économiquement tout en réduisant leurs émissions de gaz à effet de serre. C'est possible.

L'entrevue complète est disponible en baladodiffusion. scfp.ca/baladodiffusion

Faits saillants de la réunion du Conseil exécutif national

Notre Conseil exécutif national (CEN) s'est réuni les 15 et 16 décembre 2010, à Ottawa. Voici les faits saillants de ses délibérations et décisions.

Résolution d'appui du Conseil exécutif national à la section locale 1005 des Métallos

À l'unanimité, le CEN a adopté une résolution en faveur d'une contribution de 10 000 \$ à la caisse de grève de la section locale 1005 des Métallos, dont 900 membres ont été lockoutés par leur employeur américain le 7 novembre pour avoir rejeté les concessions exigées au chapitre du régime de retraite.

En effet, US Steel veut que tous les nouveaux employés adhèrent à un régime de retraite à cotisations déterminées plutôt qu'à l'actuel régime à prestations déterminées. Il tient aussi à supprimer l'indexation pour tous les retraités, actuels et futurs, en vertu du présent régime à prestations déterminées.

La résolution du Conseil demande également au gouvernement fédéral d'accorder des prestations d'assurance-emploi aux lockoutés et de modifier les règles régissant les prises de contrôle étrangères de façon à mieux protéger les travailleurs.

Budget du SCFP

Le secrétaire-trésorier national Claude Généreux a présenté le budget de 2011, que le CEN

a adopté à l'unanimité. À cause du ralentissement économique, la croissance des revenus du SCFP est plus faible qu'elle ne l'a été au cours des dernières années.

Par ailleurs, le SCFP doit veiller à avoir les ressources nécessaires pour poursuivre la lutte en faveur de la protection de nos conventions collectives et de nos services publics. Le budget de cette année est un exercice d'équilibre entre la prudence et l'audace.

Climat économique pour les négociations

Le confrère Toby Sanger, économiste principal du SCFP, a présenté son rapport trimestriel sur l'économie. Il souligne que les perspectives pour 2011 continuent de baisser et la croissance devrait maintenant se situer en moyenne à 2,3 pour cent.

Le moment est mal choisi pour retirer les mesures gouvernementales de relance économique. Une fiscalité plus progressive et des salaires plus élevés peuvent faire baisser les déficits tout en réduisant l'instabilité économique.

Le rapport résume également les derniers développements en matière d'économie, de marché du travail, d'inflation et de règlements salariaux.

Pour en savoir plus, consultez le rapport trimestriel à scfp.ca/economie.

Le SCFP lance un sondage national sur les services publics

PAR HEATHER FRASER

Dans les collectivités et les milieux de travail de tout le Canada, nos précieux services publics sont à risque d'être confiés à des intérêts privés. Qu'il s'agisse de santé, de collecte des ordures, d'eau et d'égouts ou de garde d'enfants, de nombreux services sont menacés par la sous-traitance et la privatisation.

Le retour de services à l'interne est une stratégie fondamentale dans la lutte à la privatisation. Le SCFP a lancé un sondage en ligne afin d'en savoir plus sur ce que font les sections locales du SCFP

pour rapatrier à l'interne d'importants services. En dénonçant les problèmes de sous-traitance et en expliquant le bien-fondé du rapatriement à l'interne, nous pouvons protéger les services publics. Les services communautaires vitaux doivent être fournis par le secteur public.

Ce n'est qu'ainsi que nous assurerons à la population des services de grande qualité à coût abordable et contrôlés localement.

Racontez-nous votre histoire. Répondez au sondage aujourd'hui. scfp.ca/rapatriement-a-l-interne

PRIVATISATION SOUS SURVEILLANCE

« Privatisation sous surveillance » est un bulletin mensuel proposant les plus récentes nouvelles dans les domaines des PPP et les alternatives publiques à la privatisation.

Rendez-vous sur listes.scfp.ca/soussurveillance.